

**Déclaration sur le blocage en cours dans la mise en application
de l'accord de la Saint-Sylvestre**

Bruxelles, le 25 avril 2017

Au lendemain de la date anniversaire de l'instauration du multipartisme en République démocratique du Congo et un an après la violente répression de ma marche pacifique ayant entraîné l'arrestation arbitraire de nombre de mes proches par le pouvoir, je tiens à m'exprimer sur la crise politique en cours dans mon pays.

Je salue la CENCO, qui, dans son communiqué du 20 avril 2017, rappelle la nécessité de signer l'arrangement particulier de l'accord de la Saint-Sylvestre, qualifie d' « entorse à l'accord » la nomination de l'actuel Premier ministre et déplore la « léthargie » dont fait preuve le pouvoir dans la décrispation politique. **Parce que la mission prophétique de la CENCO est guidée par la prière, le dialogue, l'étude non partisane des faits et parce qu'elle défend toujours l'intérêt du peuple, elle doit être respectée et poursuivie.**

Le blocage actuel est dû à la mauvaise foi et aux manoeuvres du pouvoir. Un pouvoir qui use de la pire cruauté en créant une crise sécuritaire au Kasaï et dans l'Est du pays qui tue chaque jour des civils innocents. **Tout en s'opposant aux dérives antidémocratiques et tout en appelant le peuple à la résistance pacifique, le « Rassemblement » est disposé à poursuivre les discussions et achever les négociations sous l'égide de la CENCO et de l'ONU, conformément aux dispositions de la résolution 2348 du Conseil de sécurité de l'ONU.**

Je lance donc un appel solennel à la raison, à la responsabilité et au sens du compromis afin de reprendre et finaliser rapidement les discussions, comme l'a indiqué le Président du « Rassemblement » Félix Tshisekedi. Ces discussions devront porter sur les trois points en suspens afin de sortir le pays du blocage et obtenir des élections libres, crédibles, inclusives et transparentes en 2017:

- la nomination du Premier ministre présenté par le « Rassemblement » et d'un gouvernement inclusif reconnu comme tel par tous ;
- la nomination du Président de la CNSA issu du « Rassemblement » qui veillera à la bonne application des engagements;
- les mesures de décrispation politique réelles au lieu du climat de terreur actuel: libération des prisonniers politiques, arrêt des poursuites judiciaires à motivation politique et autres...

S'agissant des élections, la position du « Rassemblement » est claire et conforme à l'accord: l'organisation de vraies élections en 2017. Après avoir échoué à les organiser en 2016 comme la Constitution qu'il a lui-même promulgué l'y obligeait, nous doutons de la réelle volonté de Joseph Kabila de le faire en 2017. **Nous appelons donc le peuple et l'ensemble des démocrates du pays, d'Afrique et au-delà, à la plus grande vigilance à une mobilisation constante.**

Si l'accord n'est pas rapidement appliqué, le pouvoir ne sera plus reconnu comme tel et le pays plongera dans une crise encore plus grave et profonde dont nul ne peut prédire l'ampleur.

Je tiens enfin à adresser mes pensées émues et mon profond soutien à mes proches détenus illégalement depuis un an, otages du régime.

Que vive la République démocratique du Congo !

Moïse Katumbi Chapwe